Léon XIV, la foi, l'espérance et l'amour

CHRONIQUE
Luc Ferry

» Lire aussi PAGES 10 ET 11

Comme l'expliquait si bien Fukuyama, le libéralisme, contrairement au communisme ou au nationalisme qui dominaient l'Europe d'avant-guerre, ne donne aucun sens à la vie. Il défend les libertés, la liberté d'entreprise, la liberté d'expression et bien sûr la liberté religieuse, c'est très bien, mais il nous laisse le soin de donner du sens à nos vies comme on l'entend, et c'est ce qu'on appelle la laïcité. Elle est certes admirable, puisque c'est grâce à elle qu'on a mis fin aux guerres de Religion. Reste qu'elle ne nous propose aucun grand dessein. Elle est neutre, comme le libéralisme politique, et c'est à nous de décider ensuite de ce qui fait sens ou non dans nos vies.

J'ai écouté Nicolas Sarkozy parler chez Pascal Praud de la venue du pape et de sa foi. Il était, je dois le dire, excellent, sincère, profond et calme. Il a insisté sur deux points à ses yeux fondamentaux : l'espérance et le fait que cette espérance donne du sens non seulement dans sa vie, mais à sa vie, ce qui n'est pas la même chose et qui est évidemment plus puissant. Sans dévoiler quoi que ce soit d'une conversation privée, j'ai eu l'occasion d'en parler en tête à tête avec lui et de lui faire part de mes doutes quant aux vertus de l'espérance. Bien entendu, je sais, comme toute personne qui a été élevée dans la religion catholique par des prêtres, en l'occurrence des prêtres ouvriers qui, par-delà leur métier dans le siècle, s'intéressaient à la théologie et qui étaient d'une gentillesse, d'un dévouement qui m'épatent encore aujourd'hui, que l'espérance est une des trois vertus théologales avec la foi et l'amour (*agapè*, qu'on traduit par « charité » alors que le mot désigne la version la plus haute et la plus sacrée de l'amour que Dieu a pour nous et que nous devons « rendre » à nos prochains). Aux yeux des sages anciens, en particulier des stoïciens, l'espérance était un fléau, pas un cadeau, car, disaient-ils, espérer, c'est désirer quelque chose sans en jouir ni pouvoir l'obtenir.

Benoît XVI assurait qu'il avait consacré toute sa vie à la raison et à la foi, et qu'au final sa foi était rationnelle. Alors posons la question : quelles peuvent bien être les raisons « rationnelles » de croire ?

Du reste, si j'ai la foi, après ma mort, une fois dans la lumière de Dieu, je n'ai plus besoin ni de croire ni d'espérer, l'espérance et la foi disparaissent, seul l'amour reste – et c'est bien à ce qu'il me semble ce message d'amour que Léon XIV n'a cessé de délivrer à Paris. En quoi on n'entre dans l'espérance que pour mieux en sortir, ce n'est qu'une béquille du monde terrestre, une béquille dont on se débarrassera au ciel. Mais il y a plus : il me semble, et j'ai eu la chance de pouvoir en parler aussi avec le cardinal Ravasi, l'ancien « ministre » de la Culture du pape, quand nous écrivions ensemble au Vatican, à la demande de Benoît XVI, un livre à quatre mains sur la signification du message de Jésus pour les non-croyants, que faire reposer sa foi sur le « besoin de Dieu » n'est pas un argument en faveur de la religion, mais l'objection la plus forte qu'on puisse lui opposer : si j'ai besoin de Dieu, si la vie devient plus simple, plus sensée, et le deuil d'un être aimé plus supportable quand je suis croyant plutôt qu'athée, alors le premier matérialiste venu vous dira que c'est précisément pour ça qu'on a inventé Dieu ! Comme disait Voltaire, « *Dieu a créé l'homme à son image, il le lui a bien rendu !* ».

Un jour que nous donnions une conférence ensemble sur ces sujets, mon ami André Comte-Sponville, qui fut comme moi chrétien dans sa jeunesse, m'a dit que croire était devenu à ses yeux une forme de « lâcheté ». Celui qui meurt de soif dans le désert verra une oasis. Besoin de Dieu, mirage de Dieu, dira l'athée. Benoît XVI assurait qu'il avait consacré toute sa vie à la raison et à la foi, et qu'au final sa foi était rationnelle. Alors posons la question : quelles peuvent bien être les raisons « rationnelles » de croire ? Bien qu'agnostique (je ne dis pas « athée », car on ne peut par définition jamais prouver l'inexistence de Dieu), je respecte la foi et, ce qui m'y conduit, ce n'est pas le « besoin de Dieu », mais tout simplement la personne du Christ. Oui, je comprends qu'on puisse lui faire « confiance », un mot dont l'étymologie est plus que parlante : « *cum fides* », avec foi. Alors, si un croyant me dit qu'il fait confiance à cet homme (homme, car il fut aussi mortel), je peux le comprendre, et ce d'autant plus que je n'ai jamais rien lu de plus beau que l'Évangile de Jean et que le message du Christ sonne, au cœur de son époque, comme un miracle de bonté, d'amour et de profondeur. Donc l'espérance et le besoin de Dieu ? Pourquoi pas plutôt la confiance dans la vérité du message d'un personnage unique, exceptionnel ? ■

Génocide des Tutsis au Rwanda : l'armée ne doit pas être le pare-balles de décisions politiques

DESSINS : FABIEN CLAUDEL POUR LE FIGARO

PATRICK DE SAINT-EXUPÉRY ET GUILLAUME ANCEL

Le général Lafourcade, commandant de l'opération Turquoise, déployée en 1994 pendant le génocide des Tutsis au Rwanda, s'est récemment dit satisfait de la confirmation par la Cour de cassation d'un non-lieu en faveur de 22 militaires français accusés de « complicité de génocide ». Un renversement des faits, selon Patrick de Saint-Exupéry et Guillaume Ancel*.

Dans une interview publiée le 18 septembre, le général Lafourcade, commandant de l'opération Turquoise, déployée en juin 1994 pendant le génocide des Tutsis au Rwanda, se livre à une étonnante manœuvre que l'on pourrait qualifier de renversement de l'histoire.

Prenant appui sur une décision de la Cour de cassation, qui confirme un non-lieu en faveur de 22 militaires français accusés de « complicité de génocide » par les associations Ibuka, Licra, Survie, FIDH et LIDH, le général Lafourcade exprime sa « *très grande satisfaction* » d'être relaxé. « *Cet arrêt restera dans l'histoire* », affirme-t-il.

Premier biais : un non-lieu n'est pas une relaxe. Un non-lieu est prononcé lorsque les preuves ou les indices recueillis ne sont pas jugés assez solides ou nombreux pour renvoyer le ou les mis en cause devant un tribunal. Autrement dit, un non-lieu ne dit rien du fond. Si de nouveaux éléments apparaissent, l'instruction peut être rouverte.

Deuxième biais : « *l'histoire* » est déjà dite, ce que le général Lafourcade semble ignorer. La commission d'historiens, connue sous le nom de commission Duclert, réunie à la demande du président de la République, chef des armées, a rendu en 2021 un rapport fondé sur des milliers de documents classifiés aux conclusions claires et nettes.

Dans le cas précis examiné par la Cour de cassation, le rapport Duclert cingle « *un échec* » de l'armée française : « *Face à l'objectif* (de l'opération Turquoise, NDLR) *de sauver les victimes du massacre, Bisesero est à la fois un échec et un drame.* » Sur ces collines du Rwanda, trois jours durant, des centaines de Tutsis pourchassés par les tueurs du génocide furent livrés à eux-mêmes alors qu'un commando de l'air, le CPA10, mené par le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval, avait signalé « *une situation d'urgence qui débouchera sur une extermination* ».

Plus direct encore, dans un texte publié par la revue *Études* en 2021, le général Patrice Sartre, qui participa à l'opération Turquoise en 1994, parle de « *faillite* » à Bisesero : « *Toute remontée d'information lucide et sincère était découragée (…) rendant la politique française au Rwanda sourde, aveugle et décérébrée (…). Ce biais cognitif volontaire rendra les décideurs français inconscients du risque génocidaire, puis les maintiendra jusqu'à aujourd'hui incapables d'intégrer les critiques de l'après-génocide* », explique-t-il.

C'est là, très exactement, le troisième biais auquel cède le général Lafourcade. Voulant dénoncer à tout prix des poursuites basées sur ce qu'il nomme des « *rumeurs* » ou de la « *propagande* » relevant selon lui « *du grand art* », le commandant de l'opération Turquoise se lance dans un réquisitoire à l'allure de règlement de comptes. Pour affirmer sa thèse, le général Lafourcade prend appui sur l'instruction menée par le juge Bruguière relative à l'attentat du 6 avril 1994, déclencheur du génocide des Tutsis. Cette enquête, close en 2006 – ce que le général ne signale pas –, a vu son intégrité totalement remise en cause par le successeur du juge Bruguière, le juge Trévidic, qui déclarait le 9 septembre dernier : « *Je n'ai jamais vu un dossier aussi pourri de ma vie, aussi politique, aussi manipulé, c'est la réalité. Et je n'ai jamais vu une situation où je récupère un dossier où tout est mensonge.* »

Que le général Lafourcade se sente blessé par la mise en cause de l'armée française à Bisesero, cela peut se concevoir. « *L'échec* » et la « *faillite* » sont patents, actés. Pour autant, se maintenir plus de trente ans après les faits dans la position « *sourde, aveugle et décérébrée* » de « *la politique française au Rwanda* », comme le notait le général Patrice Sartre, est pour le moins problématique. L'armée française et ses soldats sur le terrain n'ont pas vocation à se faire les pare-balles de décisions politiques prises dans le secret des états-majors et de l'Élysée.

« *Nous, on est prêts* (à intervenir à Bisesero, NDLR). *Nous obéirons aux ordres. Mais sont-ils prêts à Paris ?* », s'interrogeait dans *Le Figaro* du 29 juin 1994 le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval, chef du CPA 10, qui découvrit le premier la tragique situation des Tutsis pourchassés sur ces collines de l'ouest du Rwanda.

Trente-deux ans plus tard, la question posée par l'officier français reste sans réponse directe. Quand bien même le rapport Duclert rendu au chef des armées et entériné par la présidence de la République conclut à « *un ensemble de responsabilités lourdes et accablantes* » de Paris.

Alors oui, il faut être « *fiers* » des soldats de Turquoise, comme le note le général Lafourcade. Fiers du comportement du lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval et de ses hommes du CPA10 qui tentèrent d'alerter, fiers de l'adjudant-chef du GIGN Thierry Prungnaud qui, avec un officier du 13e RDP, provoqua l'opération de secours à Bisesero, fiers du général Patrice Sartre, qui ose se confronter aux erreurs, fiers des hommes de Turquoise qui se firent fossoyeurs ; fiers également de ces militaires qui tirèrent la sonnette d'alarme : le colonel René Galinié, le général Jean Varret… Fiers donc, mais sans aucune illusion sur ce que fut la politique de Paris au Rwanda. ■

** Patrick de Saint-Exupéry, envoyé spécial du « Figaro » pendant l'opération Turquoise, et Guillaume Ancel, lieutenant-colonel détaché dans une compagnie de combat de la Légion étrangère pendant l'opération Turquoise.*

FIGAROVOX

RECHERCHE

« Comment sauver la signature du chercheur à l'ère de l'IA », une tribune d'Antonin Broi, philosophe et chercheur en philosophie à l'université de Genève.

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappier
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences, Culture, Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directrice déléguée du pôle Figaro
Anne Plican
Éditeur
Robert Mergui

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 80 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0531 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 3170 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €.
Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées** : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation** : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 20 pages.
Cahier 2 Économie 8 pages
Cahier 3 Le Figaro et vous 8 pages
Cahier 4 Littéraire 12 pages